

# Table des matières

<b>SERVICE CIVIQUE.....</b>	<b>2</b>
Agence du Service Civique - Rapport d'activité 2017 -.....	2
Les fédérations franciliennes de la santé et de la solidarité publient un manifeste illustré et s'engagent pour la promotion du Service Civique - CP du 18 juillet 2018.....	2
Ouverture du service civique aux jeunes algériens : une première étape, mais il reste du chemin !.....	2
Proposition de loi en faveur de l'engagement associatif, adoptée par l'Assemblée nationale le 17/05/18.....	2
<b>SC / SNU : DÉBATS ET POSITIONS DANS LES RÉSEAUX ASSOCIATIFS .....</b>	<b>2</b>
Université d'été Animafac – fin septembre 2018 -.....	2
Fête de l'Humanité – Stand de la JOC - Débat sur le Service national Universel -15 septembre 16h.....	2
CNAJEP – Communiqué de presse du 28 juin 2018.....	3
Unis Cité – Communiqué de presse du 28 juin 2018.....	3
14 organisations de jeunesse s'opposent à un service national universel obligatoire – 3 juin 2018.....	3
<b>« SERVICE NATIONAL UNIVERSEL » (SNU) .....</b>	<b>3</b>
<b>A L'ASSEMBLÉE NATIONALE .....</b>	<b>3</b>
Le "service national" inscrit dans la Constitution – L'Express 19 juillet 2018.....	3
Proposition de loi sur « la rénovation du service national universel ».....	4
Assemblée Nationale – 24 juillet 2018 – Audition du Général Daniel Ménaouine, rapporteur du groupe de travail sur le service national universel par la Commission des affaires culturelles.....	4
<b>ARTICLES DE PRESSE .....</b>	<b>4</b>
« Où en est le projet d'un service national universel ? » - La Croix – 30/08/2018.....	4
« Service national : s'investir est un choix » – les Echos.fr – 25 juillet 2018 - Jean-Marc Todeschini.....	5
<b>SERVICE SANITAIRE DES ÉTUDIANTS EN SANTÉ.....</b>	<b>5</b>
Priorité prévention : le service sanitaire pour les étudiants en santé dès la rentrée 2018.....	5
Décret n° 2018-472 du 12 juin 2018 relatif au service sanitaire des étudiants en santé.....	5
Arrêté du 12 juin 2018 relatif au service sanitaire pour les étudiants en santé.....	5
Arrêté du 18 juillet 2018 portant adaptation du modèle de convention prévu à l'article 8 de l'arrêté du 12 juin 2018 relatif au service sanitaire pour les étudiants en santé.....	5
<b>ET CHEZ NOS VOISINS ? .....</b>	<b>6</b>
<b>MAROC : POLITIQUE JEUNESSE ET SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE .....</b>	<b>6</b>
Maroc : Service militaire sans test de virginité – 3 septembre 2018.....	6
Maroc : Un collectif contre le service militaire obligatoire – 30 août 2018.....	6
Service militaire au Maroc, une mesure sociale... et très politique – 29 août 2018.....	6
Contre une jeunesse affranchie, le Maroc réimpose le service militaire (MEE) – 27 août 2018.....	6
Service militaire au Maroc : les réseaux sociaux entre moqueries et inquiétude (RFI Afrique 23/08/2018).....	6
Le Maroc va rétablir le service militaire obligatoire (Atlas Info 21/08/2018).....	6
Discours royal: les six mesures choc de Mohammed VI en faveur de la jeunesse – 20 août 2018.....	6



## AGENCE DU SERVICE CIVIQUE - RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017 -

[https://www.service-civique.gouv.fr/uploads/content/files/rapportactivite\\_2017\\_servicecivique.pdf](https://www.service-civique.gouv.fr/uploads/content/files/rapportactivite_2017_servicecivique.pdf)

## LES FÉDÉRATIONS FRANCIENNES DE LA SANTÉ ET DE LA SOLIDARITÉ PUBLIENT UN MANIFESTE ILLUSTRÉ ET S'ENGAGENT POUR LA PROMOTION DU SERVICE CIVIQUE - CP DU 18 JUILLET 2018

<http://www.uriopss-idf.fr/actualites/federations-franciliennes-de-sante-et-de-solidarite-publient-manifeste-illustre-et>

La Fédération Hospitalière de France d'Île-de-France (FHF IDF), la Fédération des Acteurs de la Solidarité Île-de-France et l'Uriopss Île-de-France se mobilisent depuis plusieurs années pour favoriser l'engagement citoyen des jeunes franciliens auprès de publics fragiles à travers le déploiement du Service Civique.

Les démarches mises en place par nos fédérations, permettent à nos adhérents respectifs\* de participer à l'accompagnement, l'orientation et l'insertion de jeunes qui souhaitent s'engager activement dans des actions de solidarité voire construire leur projet d'avenir dans nos secteurs. En favorisant le déploiement du Service Civique dans nos organisations, nous donnons à chacun, sans condition de diplôme ou de compétence, l'opportunité d'un engagement citoyen dans la santé et la solidarité et celle d'accéder à la découverte de débouchés professionnels.

Le 27 juin 2018, le Gouvernement a présenté les contours d'un Service National Universel (SNU) en deux étapes. Une première phase obligatoire d'une durée d'un mois qui serait réalisée vers l'âge de 16 ans et une seconde facultative de trois à douze mois qui devrait avoir lieu avant 25 ans.

En réaction à ces annonces, nos fédérations souhaitent apporter leur pierre à l'édifice et réaffirmer les bienfaits de l'engagement volontaire des jeunes auprès de publics vulnérables et les plus-values du Service Civique dans leur insertion sociale et professionnelle.

Ce manifeste s'articule autour de quatre grands axes :

- Le caractère volontaire de l'engagement
- Les spécificités de l'engagement auprès de publics fragiles / en situation de précarité
- Le service civique santé et solidarité comme vecteur d'insertion sociale et professionnelle
- La reconnaissance de l'engagement

Pour poursuivre cet engagement, nos réseaux attendent d'être associés à la concertation menée par le Gouvernement.

Consulter le manifeste : [http://expertise.uriopss-idf.fr/resources/idfr/pdfs/2018/Manifeste\\_illustre\\_Service\\_Civique\\_18072018.pdf](http://expertise.uriopss-idf.fr/resources/idfr/pdfs/2018/Manifeste_illustre_Service_Civique_18072018.pdf)

## OUVERTURE DU SERVICE CIVIQUE AUX JEUNES ALGÉRIENS : UNE PREMIÈRE ÉTAPE, MAIS IL RESTE DU CHEMIN !

PROPOSITION DE LOI EN FAVEUR DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE LE 17/05/18

**Auteur de la proposition : M. Sylvain Waserman** (et députés du groupe « Mouvement Démocrate et apparentés »)

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/engagement\\_association](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/engagement_association)

Amendement N° 6 déposé par des députés « La République en Marche » : « Le présent article vise à permettre l'accès au Service Civique des ressortissants algériens résidants légalement en France, selon les mêmes conditions que les étrangers régis par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. »

[www.assemblee-nationale.fr/15/amendements/0909/AN/6.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/15/amendements/0909/AN/6.asp)

**Texte transmis au Sénat :** <http://www.senat.fr/leg/pp17-486.html>

*L'Article 3 (nouveau) : ouvre la possibilité aux jeunes de nationalité algérienne de signer un contrat de service civique ou de volontariat associatif, en inscrivant dans l'article L. 120-4 du code du service national « l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles »*

## SC / SNU : DÉBATS ET POSITIONS DANS LES RÉSEAUX ASSOCIATIFS

### UNIVERSITÉ D'ÉTÉ ANIMAFAC – FIN SEPTEMBRE 2018 -

**Service civique/Service national : quels enjeux pour l'engagement des jeunes ?**

Alors que le gouvernement projette d'instaurer un Service national universel (SNU) obligatoire, Animafac défend une démarche d'engagement volontaire. Cet atelier vous propose d'éclaircir le positionnement du réseau tout en réfléchissant ensemble à l'avenir du service civique.

### FÊTE DE L'HUMANITÉ – STAND DE LA JOC - DÉBAT SUR LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL - 15 SEPTEMBRE 16H.

<http://www.joc.asso.fr/la-joc-a-la-fete-de-lhumanite/>

« **Le Service National Universel : quels enjeux pour la jeunesse ?** » le samedi 15 septembre de 16h à 17h30. Des représentantes et représentants du CNAJEP, du MRJC et du MJCF interviendront pour débattre avec vous !

# ACTUALITÉS CONCERNANT DES SERVICES... VOLONTAIRES OU OBLIGATOIRES...

## CNAJEP – COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 28 JUIN 2018

**Cohésion nationale, brassage social, engagement des jeunes, oui ! par une nouvelle obligation dans le cadre du service national universel, non !**

<http://www.cnajep.asso.fr/prises-de-position/2018/cohesion-nationale-brassage-social-engagement-des-jeunes-oui-par-une-nouvelle-obligation-dans-le-cadre-du-service-national-universel-non.html>

## UNIS CITÉ – COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 28 JUIN 2018

<https://www.uniscite.fr/wp-content/uploads/2018/06/CP-Service-National-Universel-une-opportunit%C3%A9-pour-developper-massivement-le-Service-Civique-28-juin-2018-VFF.pdf>

**Service national universel : un projet qui va dans le bon sens s'il investit plus franchement dans la généralisation du Service Civique.**

## 14 ORGANISATIONS DE JEUNESSE S'OPPOSENT À UN SERVICE NATIONAL UNIVERSEL OBLIGATOIRE – 3 JUIN 2018

Alors qu'un groupe de travail a recommandé la mise en place d'un service national d'un mois obligatoire pour tous les jeunes, 14 organisations de jeunesse mitraillent "les incohérences et les décalages" de cette proposition.

## « SERVICE NATIONAL UNIVERSEL » (SNU)

### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

*L'étude du **Projet de Loi constitutionnelle** « pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace », commencée en juillet à l'Assemblée Nationale, reprendra à la rentrée, mais d'ores et déjà son article 2, prévoyant d'inscrire les sujétions du service national dans la Constitution, a été adopté.*

*De son côté, **Marianne DUBOIS**, Co-rapporteuse du rapport d'information sur le Service National Universel en février 2018, a déposé une proposition de loi sur « la rénovation du service national universel ».*

### LE "SERVICE NATIONAL" INSCRIT DANS LA CONSTITUTION – L'EXPRESS 19 JUILLET 2018

[https://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-service-national-inscrit-dans-la-constitution\\_2026507.html](https://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-service-national-inscrit-dans-la-constitution_2026507.html)

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit de mercredi à jeudi l'inscription du "service national" dans la loi fondamentale pour permettre la mise en œuvre du Service national universel (SNU), promesse de campagne d'Emmanuel Macron. La loi fixera les règles concernant les sujétions imposées par le service national, en vertu d'un amendement des rapporteurs au projet de révision constitutionnelle. (...)

À l'Assemblée, la garde des Sceaux Nicole Belloubet a défendu cet "ancrage constitutionnel" nécessaire, après "analyse juridique".

#### L'opposition sceptique

De leur côté, les députés LR ont dénoncé, par la voix de Guillaume Larrivé, "beaucoup de flou" autour du projet du gouvernement et de la "fausse monnaie" car l'inscription du SNU sera sans grand effet selon lui. L'insoumis Ugo Bernalicis a également jugé le projet de SNU "pas mûr du tout" et "on ne sait pas si ça aboutira". Les députés communistes n'ont pas été "convaincus" non plus.

Coprésident des députés UDI-Agir, Jean-Christophe Lagarde a en revanche soutenu l'amendement, même s'il "n'adhère" pas à ce stade au dispositif de SNU proposé.

L'amendement adopté a également supprimé la mention à l'article 34 de la Constitution (portant sur le domaine de la loi) de "l'action contre les changements climatiques". L'Assemblée a en effet donné vendredi son feu vert à l'inscription de la protection de l'environnement à l'article 1er de la Loi fondamentale. "On enlève l'environnement, on rajoute le SNU pour coller à la communication" du président, a raillé Fabien Di Filippo (LR).

#### PROJET DE LOI CONSTITUTIONNELLE POUR UNE DÉMOCRATIE PLUS REPRÉSENTATIVE, RESPONSABLE ET EFFICACE

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/democratie\\_plus\\_representative\\_responsable\\_efficace#15-AN1](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/democratie_plus_representative_responsable_efficace#15-AN1)

Article adopté : Article 2 « Au deuxième alinéa de l'article 34 de la Constitution, après le mot : « nationale », sont insérés les mots : « et le service national »

#### CONSTITUTION FRANÇAISE : ARTICLE 34

La loi fixe les règles concernant :

-les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; les sujétions imposées par la Défense nationale, aux citoyens en leur personne et en leurs biens ;

« et le service national »

# ACTUALITÉS CONCERNANT DES SERVICES... VOLONTAIRES OU OBLIGATOIRES...

## PROPOSITION DE LOI SUR « LA RÉNOVATION DU SERVICE NATIONAL UNIVERSEL »

Déposé le 29 août 2018 Assemblée Nationale par Marianne DUBOIS *Députée Les Républicains, Secrétaire de la commission de la défense nationale et des forces armées, Co-rapporteuse du [rapport d'information sur le Service National Universel](#) en février 2018, Marianne Dubois défend un parcours citoyen renforcé à partir du collège et une semaine d'immersion dans une structure plutôt qu'une obligation de courte durée, en internat, hypothèse actuellement retenue par l'Exécutif.*

<http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion1232.asp>

### Proposition de loi : évolution du Code du service national et du Code de l'éducation

- **Enseignement de défense et de citoyenneté** (enseignements de défense, de la sécurité, moral et civique, mais aussi l'éducation à la santé et à la sexualité, l'éducation à l'alimentation ainsi que la prévention et l'information sur les toxicomanies et, enfin, l'éducation à l'environnement et au développement durable) et « semaine scolaire de défense et de citoyenneté ». Cette semaine interviendra chaque année au collège, et sera organisée selon cinq modules : défense et sécurité, résilience, mémoire et engagement, droits et devoirs, bilan individuel.
- **Semaine de défense et de citoyenneté**, qui se substitue à la journée défense et citoyenneté. La semaine de la défense et de la citoyenneté prendrait la forme d'un « stage » à réaliser au sein d'une structure (essentiellement les associations) agréée et permettant d'expérimenter l'engagement. Il s'agira, entre 16 et 18 ans, d'une immersion d'une semaine au sein d'une structure leur permettant d'exercer les connaissances et compétences acquises au cours de la première phase du parcours de citoyenneté renouvelé.

## ASSEMBLÉE NATIONALE – 24 JUILLET 2018 – AUDITION DU GÉNÉRAL DANIEL MÉNAOUINE, RAPPORTEUR DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL PAR LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES

[http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6461799\\_5b5735de699a8](http://videos.assemblee-nationale.fr/video.6461799_5b5735de699a8)

## ARTICLES DE PRESSE

### « OÙ EN EST LE PROJET D'UN SERVICE NATIONAL UNIVERSEL ? » - LA CROIX – 30/08/2018

<https://www.la-croix.com/France/Politique/Ou-projet-dun-service-national-universel-2018-08-30-1200965114>

Promesse d'Emmanuel Macron, le projet d'instauration d'un service national universel est entré dans une phase de consultations.

Les « grands principes du service national universel » (SNU) ont été confirmés par le gouvernement en conseil des ministres le 27 juin. Le projet, qui comprend une période obligatoire d'un mois à l'âge de 16 ans, fait désormais l'objet d'une concertation.

Entamée le 17 juillet, une première phase de consultations se déroule en vase clos entre les membres du groupe de travail sur le SNU, dirigé par le général Daniel Ménaouine, et les parties prenantes du projet, comme les associations et syndicats de jeunes et parents d'élèves.

#### Une consultation numérique des jeunes à l'automne

À la mi-septembre, une deuxième phase de consultations se tiendra dans les territoires. Les membres du groupe de travail devraient ainsi se déplacer dans cinq ou six régions, dont un territoire en outremer, pour des réunions en préfecture et des ateliers avec des jeunes, en présence probablement d'un ministre différent à chaque fois.

Enfin, dans un troisième temps, au moment des Semaines de l'engagement fin septembre et début octobre, une consultation numérique sera lancée auprès des jeunes. Techniquement, cette phase n'est pas encore calée mais elle pourrait prendre la forme du questionnaire en ligne sur l'avenir du baccalauréat, organisé en décembre 2017. À l'époque, 46 685 personnes y avaient répondu, dont 39 659 lycéens, selon le site du ministère de l'éducation nationale.

#### Le ministère des armées aura un rôle à jouer

Après avoir remis un premier rapport fin avril à l'exécutif, le groupe de travail sur le SNU rendra un rapport complémentaire fin octobre ou mi-novembre. C'est ce document qui devrait formuler des propositions sur les points sensibles de la réforme, comme le caractère obligatoire, les questions des personnels encadrants, d'hébergement et de transports, sans oublier le budget. Les arbitrages politiques interviendraient en fin d'année pour une mise en place en 2019 et une montée en puissance progressive jusqu'en 2026.

(...)

« SERVICE NATIONAL : S'INVESTIR EST UN CHOIX » – LES ECHOS.FR – 25 JUILLET 2018 - JEAN-MARC TODESCHINI

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0301960259491-service-national-sinvestir-est-un-choix-2194375.php>

**LE CERCLE/POINT DE VUE - Le service national universel obligatoire est actuellement à l'étude, mais il ne faudrait pas négliger les dispositifs qui existent déjà et dont l'avantage est que les jeunes les rejoignent en exerçant leur liberté.**

(...) Dans les faits, le service national universel apparaît désormais clairement comme un acte de communication politique qui présente le risque de mécontenter toutes les parties, et notamment les jeunes, tenus à l'écart pour le moment.

S'engager, c'est faire un choix. Celui de donner de son temps et de s'investir dans la société en tant que citoyen. Cette expérience puise son sens dans cette liberté.

Instaurer un cadre obligatoire ne répond pas à ce besoin d'engagement. Il risque de détourner de cette voie une partie des forces vives de notre pays qui n'accepteront pas d'être encasernées sans pouvoir décider du sujet qui les mobilisera. Une question se posera nécessairement : que ferons-nous de ceux qui n'accepteront pas de participer ? Les priverons-nous de liberté devant un refus de service national universel ? Infligerons-nous des amendes pour qu'ils commencent leur vie d'adulte avec une dette ? Cela n'est pas sérieux, le bâton ne peut être une motivation à l'engagement.

Le service national universel tel qu'il se profile comporte le risque de déstabiliser un grand nombre de dispositifs mis en place lors du quinquennat précédent. Le succès du service civique en est l'exemple le plus probant. Avec 125.000 jeunes qui ont effectué un service civique en 2017, la jeunesse a répondu présente à ce grand projet citoyen.

L'abaissement de la majorité associative à 16 ans, le droit à l'année de césure pour les étudiants, la systématisation de la reconnaissance de l'engagement étudiant, sont autant d'exemples supplémentaires d'avancées majeures qui ont contribué ces dernières années au renforcement de l'engagement des jeunes.

Tous les ministères ont mis en place différents dispositifs qui portent déjà les objectifs du SNU. Le Parcours citoyen du ministère de l'Éducation nationale, le plan égalité des chances du ministère des Armées, le plan d'actions « 100 % citoyen » du ministère de l'Agriculture, le parcours de citoyenneté qui mobilise tous les ministères, etc.

Dans le même ordre d'idées, le ministère de la Défense a pris toute sa part en intégrant des milliers de jeunes dans les forces armées à travers la Garde nationale, voire le Service militaire volontaire et les autres dispositifs déployés pour renforcer le lien armée-nation.

C'est cet édifice, construit patiemment, ainsi que son financement qui risque d'être mis à mal par le service national universel. Le coût très élevé de ce dispositif risque de détourner le financement de politiques qui ont fait leur preuve. Nous regrettons que le renforcement de ces dispositifs n'ait pas constitué des pistes prioritaires pour ce gouvernement. Sur la méthode, le dialogue tardif avec les organisations de jeunesse annoncé pour la rentrée ne devra pas être de façade. Il s'agira d'entendre la voix des premiers concernés pour ne pas mettre en place une politique publique coûteuse et inefficace. (...)

Patrick Kanner est sénateur socialiste du Nord et ancien ministre de la Jeunesse ; Jean-Marc Todeschini est sénateur socialiste de la Moselle, ancien secrétaire d'État chargé des anciens combattants et de la Mémoire.

## SERVICE SANITAIRE DES ÉTUDIANTS EN SANTÉ

*Le service sanitaire a été évoqué comme pouvant être une déclinaison possible de l'obligation « SNU ». Ce « service » n'est pas une obligation supplémentaire, mais une nouveauté dans le cursus des étudiants en santé, remplaçant d'autres enseignements et stages...pour une durée totale de 6 semaines à temps plein.*

**PRIORITÉ PRÉVENTION : LE SERVICE SANITAIRE POUR LES ÉTUDIANTS EN SANTÉ DÈS LA RENTRÉE 2018**

[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/20180612.1\\_cp\\_ministres\\_service\\_sanitaire.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/20180612.1_cp_ministres_service_sanitaire.pdf)

**Communiqué de presse 15 juin 2018 - Agnès BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé – Frédérique VIDAL, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation**

(...) Le service sanitaire représentera 6 semaines de formation théorique et pratique incluant l'acquisition de compétences spécifiques ainsi que les interventions auprès des publics.

Il sera intégré aux maquettes de formation et se substituera à des activités pédagogiques ou à des stages existants, sans allongement des cursus.

Dès septembre, 47000 étudiants en médecine, pharmacie, odontologie, maïeutique, kinésithérapie et soins infirmiers entreront dans ce dispositif. À partir de 2019, le dispositif concernera toutes les formations de santé, soit 50000 étudiants par an environ. (...)

**DÉCRET N° 2018-472 DU 12 JUIN 2018 RELATIF AU SERVICE SANITAIRE DES ÉTUDIANTS EN SANTÉ**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037051024&dateTexte=&categorieLien=id>

**ARRÊTÉ DU 12 JUIN 2018 RELATIF AU SERVICE SANITAIRE POUR LES ÉTUDIANTS EN SANTÉ**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037051110&dateTexte=&categorieLien=id>

**ARRÊTÉ DU 18 JUILLET 2018 PORTANT ADAPTATION DU MODÈLE DE CONVENTION PRÉVU À L'ARTICLE 8 DE L'ARRÊTÉ DU 12 JUIN 2018 RELATIF AU SERVICE SANITAIRE POUR LES ÉTUDIANTS EN SANTÉ**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037319015&dateTexte=&categorieLien=id>

## ET CHEZ NOS VOISINS ?

### MAROC : POLITIQUE JEUNESSE ET SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

#### MAROC : SERVICE MILITAIRE SANS TEST DE VIRGINITÉ – 3 SEPTEMBRE 2018

<https://afrique.lalibre.be/23920/maroc-service-militaire-sans-test-de-virginite/>

**La mesure évoquée comme préalable à la future conscription n'est qu'une rumeur.**

D'après la source de l'article repris sur plusieurs sites, les jeunes Marocaines devaient se soumettre à un test de virginité obligatoire, dont les résultats devaient être communiqués à leur famille, afin d'éviter d'éventuelles accusations de viol durant la durée du service militaire. L'information, qui serait apparemment partie d'une radio espagnole, a été démentie par plusieurs sources officielles, selon plusieurs médias marocains connus pour leur sérieux. (...)

#### MAROC : UN COLLECTIF CONTRE LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE – 30 AOÛT 2018

«Le collectif appelle à l'ouverture d'un débat national avant l'ouverture du vote par le Parlement», poursuit le communiqué. Les activistes proposent aussi d'annuler cette réinstauration du service militaire obligatoire, ou le rendre volontaire et facultatif en modifiant le contenu du projet de loi.

Le collectif propose également de « transférer les fonds alloués à ce projet à d'autres plus prioritaires pour les jeunes comme l'éducation (en préservant sa gratuité), la santé, la culture et encourager le travail indépendant et l'ouverture du marché de l'emploi ».

#### SERVICE MILITAIRE AU MAROC, UNE MESURE SOCIALE... ET TRÈS POLITIQUE – 29 AOÛT 2018

<https://fr.sputniknews.com/international/201808291037860574-maroc-service-militaire/>

Le rétablissement du service militaire obligatoire vise, officiellement, à favoriser une « meilleure insertion socioprofessionnelle » de la jeunesse marocaine. D'après des experts marocains et internationaux contactés par Sputnik, ce pari social ferait partie d'un « package » plus large... et plus politique. (...)

#### CONTRE UNE JEUNESSE AFFRANCHIE, LE MAROC RÉIMPOSE LE SERVICE MILITAIRE (MEE) – 27 AOÛT 2018

<http://le-blog-sam-la-touch.over-blog.com/2018/08/contre-une-jeunesse-affranchie-le-maroc-reimpose-le-service-militaire-mee.html>

Pour ressouder sa jeunesse, le Maroc opte pour une mesure vieux siècle : l'instauration du service militaire obligatoire. Une décision qui peut aussi se lire comme une volonté de sortir l'armée de son autarcie et de l'ouvrir davantage sur la société. La décision a déconcerté, mais s'inscrit dans une suite logique : depuis quelques mois, Mohammed VI s'affiche de plus en plus publiquement en chef d'état-major des armées, et de plus en plus présente est la symbolique militaire. (...)

#### SERVICE MILITAIRE AU MAROC : LES RÉSEAUX SOCIAUX ENTRE MOQUERIES ET INQUIÉTUDE (RFI AFRIQUE 23/08/2018)

<http://www.rfi.fr/afrique/20180823-maroc-reactions-reseaux-sociaux-service-militaire-obligatoire>

Les jeunes Marocains devront-ils bientôt tous porter l'uniforme ? Un projet de remise en place du service militaire obligatoire a été adopté en Conseil des ministres lundi 20 août. Il devrait être discuté en octobre par le Parlement. Selon le texte, les jeunes femmes et hommes de 19 à 25 ans devront s'y soumettre. Le service militaire avait été supprimé il y a douze ans. A l'époque il était ouvert aux femmes sur la base du volontariat.

**Mais quid des binationaux ? La question ne semble pas tranchée, mais elle agite les réseaux sociaux.**

#### LE MAROC VA RÉTABLIR LE SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE (ATLAS INFO 21/08/2018)

[https://www.atlasinfo.fr/Le-Maroc-va-retablir-le-service-militaire-obligatoire\\_a93453.html](https://www.atlasinfo.fr/Le-Maroc-va-retablir-le-service-militaire-obligatoire_a93453.html)

**Le gouvernement marocain a décidé lundi de rétablir un service militaire obligatoire d'un an pour tous les jeunes de 19 à 25 ans. Ce projet de loi no 44.18 a été soumis et adopté au Conseil des ministres, présidé lundi par le roi Mohammed VI.**

Elaboré en application des hautes instructions royales, ce projet instaure le principe d'accomplir le service militaire obligatoire fixé à 12 mois, pour les citoyennes et les citoyens âgés de 19 à 25 ans. (...)

Le texte doit encore être débattu au parlement en octobre et la mesure inscrite dans le projet de loi des finances.

#### DISCOURS ROYAL: LES SIX MESURES CHOC DE MOHAMMED VI EN FAVEUR DE LA JEUNESSE – 20 AOÛT 2018

<http://fr.le360.ma/politique/discours-royal-les-six-mesures-choc-de-mohammed-vi-en-faveur-de-la-jeunesse-172759>

(...) Un discours en phase avec les réelles attentes de la jeunesse, celui que vient de prononcer le roi Mohammed VI, à l'occasion du 65e anniversaire de la Révolution du roi et du peuple. "La jeunesse est la meilleure réelle ressource du Royaume", souligne d'emblée le souverain, en appelant à "mettre les jeunes au coeur du nouveau modèle de développement". (...)